

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DECISIONS DU MAIRE

OCTOBRE 2018

DEC_2018_22	ACTION EN JUSTICE	1
DEC_2018_23	DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA COTE D'OR AU TITRE DU F.S.L	2
DEC_2018_24	DEMANDE DE SUBVENTION A LA D.R.A.C BOURGOGNE FRANCHE-COMTE AU TITRE DU FONCTIONNEMENT DU C.R.C DE CHENÔVE	3
DEC_2018_25	DEMANDE DE SUBVENTION D.R.A.C BOURGOGNE FRANCHE-COMTE POUR LA SAISON 2018 2019 DE L'O.S.I.E.M 21	4
DEC_2018_26	DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DANS LE CADRE DE SON PLAN PATRIMOINE INSERTION, POUR LA CONSTRUCTION DE DEUX PASSERELLES EN BOIS	5-6

N°DEC_2018_22**DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,
Vu l'accident dont a été victime un agent d'entretien non titulaire le 5 juin 2013 employé par la commune de Chenôve,
Vu le courrier de la commune en date du 12 novembre 2015 refusant la conciliation fondée sur la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur,
Vu la requête n° 18/217 du 6 juin 2018 reçue le 20 juin 2018 présentée devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de la Côte-D'Or contre la commune de Chenôve par l'agent,

Considérant qu'y a lieu de faire valoir les droits de la commune en défense,

DÉCIDE**Article 1 :**

De défendre les intérêts de la commune dans le cadre de la procédure visée ci-dessus.

Article 2 :

De désigner Maître Dorothée DUFFAUD, avocate au barreau de Lyon, dont le cabinet est situé 22 rue du Pré Gaudry 69007 LYON pour représenter la commune dans ce contentieux.

Article 3 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 08/10/2018
Qualité : Maire

N°DEC_2018_23**DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n° 24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n° 62 du 28 septembre 2015,

Considérant que la loi attribue aux départements la responsabilités de coordonner et d'animer un réseau en faveur du développement de la lecture publique et des bibliothèques ;

Considérant que l'Assemblée départementale a prévu un crédit de 94 525 € au titre du Fonds Spécial Lecture (F.S.L.).

Considérant les critères d'attribution auxquels répond la Bibliothèque François Mitterrand,

Considérant qu'il relève notamment de la compétence du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal de solliciter les demandes de subventions auprès du Conseil départemental de la Côte d'or au titre du F.S.L.,

DÉCIDE

Article unique : de solliciter une subvention de 5 000 € auprès du Conseil Départemental de la Côte d'or au titre du F.S.L.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 16/10/2018
Qualité : Maire

N°DEC_2018_24**DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n° 24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n° 62 du 28 septembre 2015,

Considérant la responsabilité du Ministère de la Culture dans le fonctionnement des conservatoires classés,

Considérant qu'il relève notamment de la compétence du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal de solliciter les demandes de subventions auprès du Ministère de la Culture DRAC Bourgogne Franche Comté,

DÉCIDE

Article unique : de solliciter une subvention de 14 000 € auprès du Ministère de la Culture DRAC Bourgogne Franche Comté au titre du fonctionnement du Conservatoire de Chenôve.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 16/10/2018
Qualité : Maire

N°DEC_2018_25**DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n° 24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n° 62 du 28 septembre 2015,

Considérant la responsabilité du Ministère de la Culture en matière d' Education Artistique et Culturelle,

Considérant que l' Education Artistique et Culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque élève se construit de l'école primaire au lycée, dans la complémentarité des temps scolaire et périscolaire d'une part, des enseignements et des actions éducatives et des actions éducatives d'autre part. il conjugue l'ensemble des connaissances et des compétences que l'élève a acquise, des pratiques qu'il a expérimentées et des rencontres qu'il a faites dans les domaines des arts et de la Culture,

Considérant que la Ville de Chenôve accueille en résidence au Cèdre et administre l'Orchestre Symphonique Inter Ecole de Musique,

Considérant qu'il relève notamment de la compétence du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal de solliciter les demandes de subventions auprès de l'État,

DÉCIDE

Article unique : de solliciter une subvention de 9 000 € auprès du Ministère de la Culture, D.R.A.C Bourgogne Franche Comté au titre de l' Education Artistique et Culturelle.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 16/10/2018
Qualité : Maire

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°62 en date du 28 septembre 2015 par laquelle le conseil municipal de la ville de Chenôve a délégué au Maire les demandes de subvention à l'État ou à d'autres collectivités territoriales pour les projets de fonctionnement et les projets d'investissements de la ville de Chenôve,

Vu la délibération n°24 du conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Considérant que la ville de Chenôve souhaite rénover deux passerelles construites dans les années 2000 dans le quartier du Clos du Roy et devenues vétustes,

Considérant que la ville de Chenôve souhaite confier ce chantier à l'association Sentiers qui a pour but de permettre à des personnes en difficultés de se réinsérer dans la vie professionnelle, d'acquérir une réelle formation et de se lancer ensuite dans le monde du travail,

Considérant que le Conseil Départemental de la Côte d'Or, dans le cadre de son Plan Patrimoine Insertion, peut contribuer au financement de ce projet à hauteur de 80% sur les coûts relatifs à l'encadrement technique et de transport des salariés en insertion,

Considérant qu'il relève notamment de la compétence du Maire, dans les limites déterminées par le conseil municipal de solliciter les demande de subventions auprès du Conseil départemental de la Côte d'Or,

DECIDE :

Article unique : de solliciter une subvention de 10 988,40 € auprès du Conseil départemental au titre du Plan Patrimoine Insertion compte tenu des coûts de l'opération se décomposant de la façon suivante :

- main-d'œuvre :	13 352,50 €
- matériaux :	3 383,00 €
Total reconstruction de deux passerelles bois :	16 735,50 €

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune,

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 22/10/2018
Qualité : Maire